

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara - CS 70248
13331 MARSEILLE CEDEX 3

Marseille, le 02/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



PANZANI S.A

136 route de la Valentine
13011 MARSEILLE 11

Références : D-0177-MRS-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement PANZANI S.A implanté 136 route de la Valentine 13011 MARSEILLE 11. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 13/04/2021, un rappel à la loi déchet a été adressé à l'encontre de l'exploitant par courrier du 26/05/2021. Il a également été constaté que l'exploitant n'a pas finalisé les travaux nécessaires à la mise en conformité de son entrepôt. L'inspection du 25/01/2022 vise à vérifier les actions mises en oeuvre pour lever ces non_conformités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANZANI S.A
- 136 route de la Valentine 13011 MARSEILLE 11
- Code AIOT dans GUN : 0006400674
- Régime : ENREGISTREMENT – rubrique 2220-2-a

La Société PANZANI - Usine de La Montre fabrique des pâtes alimentaires et exploite un entrepôt pour stocker ses produits finis et les matières premières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite au courrier de rappel à la loi déchets du 26/05/2021
- Travaux sur l'entrepôt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à l'évolution de la nomenclature ICPE, notamment la rubrique 1510, l'exploitant devait se faire connaître auprès du Préfet au plus tard le 01/01/2022. Cette démarche n'a pas été réalisée. Il lui appartient donc de se positionner sur la rubrique 1510 d'ici fin février 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des déchets : registre et bordereau de suivi	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R. 541-43 et R 541-7	/	
Entrepôt – Dispositions constructives – Travaux – Justificatifs CF	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 4 de l'annexe II	/	
Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri des biodéchets	Code de l'environnement du 11/12/2020, article R.543-226	/	
Gestion des déchets d'emballage	Code de l'environnement du 27/12/2016, article R 543-67	/	
Positionnement rubrique 1510	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté qu'un processus de gestion des déchets est mis en place. Les biodéchets et les déchets d'emballage sont valorisés.

Les déchets dangereux font l'objet de BSD. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu présenter l'annexe 2 au BSD de regroupement délivré par son prestataire.

Concernant les travaux, tous les points sont soldés. Il reste la réalisation des travaux sur les 2 portes de secours. Ce point sera soldé à réception du document justifiant la fin de ces travaux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets : registre et bordereau de suivi

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article R. 541-43 et R 541-7
Thème(s) : Risques chroniques, Courrier Rappel à la loi du 26/05/2021
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge
Constats : Un registre interne des déchets 5 flux et biodéchets est mis en place et suivi. Il est conforme à la réglementation déchets en vigueur. L'exploitant a mis en place un processus de manière à recevoir une attestation de prise en charge mensuelle de ses prestataires. Un BSD de déchets d'emballages souillés du 16/11/2021 a été consulté par l'inspection. L'exploitant n'a pas pu présenter l'annexe 2 du CERFA 12571*01 justifiant la valorisation finale de ces déchets.
Observations : Il est attendu que l'exploitant transmette l'annexe 2 d'ici le 28/01/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Tri des biodéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/12/2020, article R.543-226
Thème(s) : Risques chroniques, Courrier Rappel à la loi du 26/05/2021
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets composés majoritairement de biodéchets (dès 10 tonnes/an depuis 2016)), [...] sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur recyclage.
Constats : L'inspection a constaté que le tri à la source a bien été mis en place. Les biodéchets sont triés à part et font l'objet, soit de recyclage interne, soit de valorisation par méthanisation. Les coproduits sont valorisés en alimentation animale.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets d'emballage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/12/2016, article R 543-67
Thème(s) : Risques chroniques, Courrier Rappel à la loi du 26/05/2021
Prescription contrôlée : Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage ou toute autre mode de valorisation, y compris la valorisation énergétique
Constats : Les déchets d'emballages font l'objet de contrat avec un prestataire pour valorisation . L'inspection a constaté que les déchets d'emballages sont triés à la source.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entrepôt – Dispositions constructives – Travaux – Justificatifs CF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Caractères CF des murs
Prescription contrôlée : Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe
Constats : L'inspection a constaté que les travaux ci-après sont finalisés : <ul style="list-style-type: none">- flocage coupe-feu sous toiture dans les cellules nord et sud- dispositifs d'amenées d'air de la cellule sud- écrans de cantonnement REI 120 dans les 3 cellules. Le PV de réception des travaux a été présenté à l'inspection. Il reste à solder la mise en place des 2 portes de secours au niveau de la cellule sud. La commande a été réalisée en même temps que les écrans de cantonnement.
Observations : Par courriel du 01/02/2022, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux sur les deux portes de secours en semaine 13 (28 mars au 1er avril 2022). Il lui appartient de tenir l'inspection informée de la réalisation à la fin des travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Autre, Demande d'augmentation de la consommation en eau autorisée
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau autorisés sur les réseaux publics qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont de 45000 m ³ – débit de 150 m3/j
Constats : La consommation en eau totale du site pour l'année 2021 est de 52111 m3, dépassant largement la consommation autorisée.
Observations : L'exploitant avait formulé, par courrier du 21/09/2021, une demande de modification des prescriptions de l'article 4.1.1 de son AP. La demande n'a pas encore été actée : le volume demandé n'était pas précisé. Il appartient à l'exploitant d'apporter les précisions attendues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Positionnement rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, Modification de la nomenclature
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : L'exploitant ne s'est pas encore positionné par rapport à cette évolution de la nomenclature.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il transmettra son positionnement dans le plus bref délai.
Type de suites proposées : Sans suite